

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1490-2021, 1^{er} décembre 2021

CONCERNANT l'exercice des fonctions de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor à monsieur Eric Girard, membre du Conseil exécutif, à l'égard des dossiers qui concernent spécifiquement la négociation des conditions de travail des membres de la Sûreté du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76034

Gouvernement du Québec

Décret 1491-2021, 1^{er} décembre 2021

CONCERNANT la nomination de madame Karine Dumont comme sous-ministre adjointe au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Karine Dumont, sous-ministre adjointe par intérim, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, cadre classe 2, soit nommée sous-ministre adjointe au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, administratrice d'État II, au traitement annuel de 149 591 \$ à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui

y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Karine Dumont comme sous-ministre adjointe du niveau 1.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76035

Gouvernement du Québec

Décret 1492-2021, 1^{er} décembre 2021

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Québec de conclure une promesse d'échange et un acte d'échange d'immeubles avec l'Administration portuaire de Québec

ATTENDU QUE la Ville de Québec est propriétaire d'un immeuble connu et désigné comme étant le lot 1 212 747 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Québec;

ATTENDU QUE l'Administration portuaire de Québec est propriétaire d'un immeuble connu et désigné comme étant le lot 1 213 723 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Québec;

ATTENDU QU'un bâtiment appartenant à la Ville de Québec empiète sur le lot 1 213 723 appartenant à l'Administration portuaire de Québec;

ATTENDU QUE la Ville de Québec souhaite conclure un échange d'immeubles avec l'Administration portuaire de Québec afin de devenir propriétaire de la partie du lot 1 213 723, partie qui deviendra le lot 6 426 041, sur laquelle empiète une partie de son bâtiment;

ATTENDU QUE la Ville de Québec offre une partie du lot 1 212 747, partie qui deviendra le lot 6 426 043, de même superficie et de même valeur que la partie du lot 1 213 723 correspondant à l'empiètement;

ATTENDU QUE cet échange d'immeubles a pour but d'éliminer la situation d'empiètement;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue